

## Visée communiste et présidentielle

Dans le vocabulaire militant, le mot « utile » tient une place de choix. Si est utile ce dont l'usage peut être avantageux à quelqu'un, ce dont l'activité peut être avantageusement mise au service d'autrui, il est évident que, depuis sa création, le PCF a été utile à la classe ouvrière, à l'ensemble des travailleurs et à notre pays. Le dévouement, l'efficacité, voire le sacrifice des militants communistes, aux moments les plus importants et les plus tragiques de notre histoire, autant de réalités que certains voudraient éradiquer de la mémoire collective.

Mais au service de quelle fin le PCF est-il l'instrument nécessaire ? La présentation élaborée par le Conseil National en vue de la Conférence Nationale évoque l'ouverture en France d'une « perspective d'espoir qui rompt résolument avec la domination mortifère du capital comme avec les politiques néolibérales ». Cette perspective d'espoir, il faut la nommer clairement : c'est la visée communiste telle que l'avaient pensée Marx, Engels et Lénine, visée qui implique la réalisation progressive de trois objectifs indissociablement liés : la propriété sociale des grands moyens de production et d'échange, le dépérissement de l'Etat (du moins dans sa fonction coercitive), le libre développement et le plein épanouissement de chacune et de chacun (de ce point de vue, Lucien Sève rappelle que l'Union Soviétique, y compris poststalinienne, ne fut ni socialiste ni communiste, mais « nationale-étatiste »). Visée communiste qui n'est ni idéal, ni utopie, mais mouvement réel qui, pour abolir « l'état de chose existant », requiert la volonté et l'engagement conscient des citoyens. Bernard Friot a montré que la Sécurité Sociale, mise en œuvre à la Libération sous l'impulsion d'Ambroise Croizat, qui donnait aux salariés le pouvoir de gérer eux-mêmes leur protection sanitaire et sociale, est un « déjà-là » du communisme. Tous ceux qui aujourd'hui luttent contre « la mise en privé universelle » du capitalisme prédateur, tous ceux qui luttent pour que ce soit l'humain d'abord plutôt que le profit, ne contribuent-ils pas à construire avec nous le chemin qui conduira au communisme ?

Mais le PCF, dans ses structures actuelles, est-il l'instrument adéquat pour reconstruire des relations solides avec l'ensemble des travailleurs, reconstruction nécessaire pour réaliser les ambitions de la visée communiste ? Pour être toujours plus performant, comme tout instrument qui doit intégrer les nouvelles technologies, le PCF ne doit-il pas, d'une part tenir compte des conditions nouvelles des perspectives transformatrices et révolutionnaires, et, d'autre part, s'interroger sur son mode de fonctionnement afin qu'il soit en phase avec les aspirations des citoyens toujours plus nombreux à aspirer à l'autonomie et à rejeter toute forme de sujétion ? Pour Lucien Sève, dans *L'avertissement à propos du chapitre III* (qu'il n'a pas eu le temps de terminer avant de disparaître), il est clair que « devient ici foncièrement contre-productive la verticalité aliénante du parti, mais, inefficace aussi, l'horizontalité évanescence du mouvement, et que s'impose d'inventer un nouveau mode d'organisation pour le combat de transformation sociale où se combinent entière autonomie des acteurs et indispensable centralité, sans pouvoir directeur, apte à assurer la cohérence durable des actions ». N'est-il pas possible de mettre en place ce « nouveau mode d'organisation » dans le cadre du parti lui-même (c'est théoriquement possible d'après les statuts, mais non réalisé pratiquement), par exemple de réduire toujours plus la distinction dirigeants / dirigés (c'était déjà l'objectif de Gramsci !), de réduire toujours plus la verticalité et la « sujétion militante », c'est-à-dire l'obéissance à des « directives » nationales ?

J'en viens à la question de la possible candidature communiste à l'élection présidentielle. Beaucoup de camarades, ce qui transparaît dans leurs contributions, sont persuadés que le parti a besoin d'un candidat à cette élection pour affirmer publiquement, voire médiatiquement, son identité, pour faire connaître son projet, pour ne plus être considéré comme la force auxiliaire dont les autres organisations de gauche ont besoin le temps d'une élection. Sont avancées les difficultés réelles que nous rencontrons avec le PS, EELV, LFI et les autres, qui n'envisagent pas de la même façon la lutte contre « la domination mortifère » du capital, et dont les dirigeants ont parfois des « ego » surdimensionnés, sans parler de leur anticommunisme parfois viscéral. Pour autant, devons-nous prendre la responsabilité de nous éloigner de ceux qui, militants ou sympathisants de ces partis, participent à différents niveaux, dans de multiples organisations, à construire ce bien-vivre ensemble qui est un moment essentiel de la société communiste future ? N'avons-nous pas souvent répété à juste raison que « l'union est un combat » ? Pourquoi aujourd'hui, pour le premier tour de l'élection présidentielle, devrions-nous abandonner ce combat pour « construire une alternative de gauche » plus que jamais nécessaire quand on constate que la politique macronienne n'a fait que rapprocher du

pouvoir le Rassemblement National ? À la fin des années 20, les communistes allemands ont refusé par sectarisme (qui était aussi celui de l'Internationale sous domination stalinienne) l'union avec les sociaux-démocrates qui, il est vrai, avaient sur les mains le sang de Rosa Luxembourg, de Karl Liebknecht et de bien d'autres : la désunion des forces de gauche, entre autres causes, a permis au parti nazi d'accéder au pouvoir en toute légalité ! À l'inverse Maurice Thorez ne s'est-il pas opposé en 1934 à la funeste stratégie « classe contre classe » imposée par l'Internationale pour conclure avec les autres forces progressistes le pacte d'unité d'action afin de mettre à la raison les ligues factieuses, pacte qui a stimulé les luttes ouvrières et permis l'avènement du Front Populaire ? Le danger fasciste est là. Rappelons-nous alors l'avertissement du poète : « Quand le blé est sous la grêle, fou qui fait le délicat ».

Présenter une candidature communiste dès le premier tour, quand on sait quelle est pour l'instant l'influence électorale du parti, relève de ce que Gramsci appelait le « cadornisme politique » (*Cahier de prison n°13*, §16). Le général Cadorna, chef d'Etat-Major de l'armée italienne au moment du désastre de Caporetto en octobre 1917, est considéré par Gramsci comme un bureaucrate de la stratégie, qui essaie de faire entrer le réel dans les hypothèses et les schémas logiques qu'il a échafaudés, au prix du sacrifice de milliers de soldats. Sur le plan politique, par ce néologisme, Gramsci dénonce plus particulièrement l'attitude des dirigeants de l'Internationale qui, en 1929, décrétèrent qu'en Italie l'heure était à l'insurrection prolétarienne, et qu'il fallait que des centaines de militants communistes rentrent clandestinement dans leur pays pour la préparer : la plupart d'entre eux se retrouvera dans les geôles mussoliniennes ! Présenter une candidature communiste, dans les conditions actuelles, me paraît relever de ce cadornisme politique : on va mobiliser des militants, leur faire dépenser une grande énergie, et pour quel résultat ? La lecture du rapport présenté par Fabien Roussel pour le dernier Conseil national laisse à penser que les jeux sont déjà faits. Est-ce d'ailleurs un véritable rapport, ou, plutôt, la profession de foi d'un candidat à la candidature ? Dans un tel document où le rapporteur doit normalement s'exprimer au nom du collectif, apparaissent plus de trente occurrences du « JE » ! Mais peut-être que mon interprétation est erronée, et que je n'ai pas compris que Fabien Roussel ne fait que nous rappeler ce passage de la *Préface* aux *Contemplations* où Victor Hugo écrit : « Quand je vous parle de moi, je vous parle de vous. Comment ne le sentez-vous pas ? ».

Jacques Ducol  
Section de Saint Pierre des Corps  
37700.